

Numéro 3

RETURN TO DEPARTMENTAL LIBRARY
RETOURNER À LA BIBLIOTHÈQUE DU MINISTÈRE

Mars 1987

LA LIMITATION DES ARMEMENTS ET LE DÉSARMEMENT DANS LES MÉDIAS CANADIENS

par John R. Walker

Les médias canadiens sont continuellement aux prises avec un problème que bien peu de pays industrialisés connaissent, à savoir que les milieux journalistiques d'un État voisin influent énormément sur la façon dont ils traitent les affaires internationales.

L'influence américaine est particulièrement évidente lorsqu'il s'agit de couvrir l'actualité concernant la paix et la sécurité. Bien que les médias canadiens aient récemment accordé plus d'importance aux affaires étrangères, ils ont encore beaucoup à faire pour améliorer la qualité, la profondeur et la valeur critique de leurs reportages sur la course aux armements nucléaires et sur la survie pure et simple de la planète.

Le "miroir de l'incertitude"! Ce sont les mots que le Comité spécial du Sénat sur les moyens de communications de masse a employés pour décrire l'image que la presse, la radio et la télévision canadiennes projetaient de la vie en 1970.¹ Mais en dénonçant la déformation, l'exagération et la banalisation des faits, le sénateur Keith Davey et sa commission pointaient surtout du doigt, à ce moment-là, les reportages qui concernaient la scène nationale.

Le rapport de la Commission ne disait pas grand-chose sur la façon dont la presse canadienne traitait des affaires étrangères, encore moins sur celle dont elle examinait les questions relatives à la paix et à la sécurité. Une analyse spéciale menée sur les journaux canadiens pour le compte de la Commission Davey avait montré que près du tiers des nouvelles concernaient des événements mondiaux et non canadiens, mais le rapport Davey était peu loquace sur la manière dont toutes ces nouvelles étaient véhiculées. La seule préoccupation exprimée dans le rapport au sujet des reportages sur l'actualité étrangère découlait du fait que le Canada recevait d'agences américaines, britanniques et françaises, et non d'agences canadiennes, la majorité de ses communiqués en provenance de l'étranger. Le rapport Davey proposa que plus de Canadiens soient envoyés à l'étranger pour accroître la "teneur canadienne" des rapports émanant de l'extérieur de nos frontières.

Le rapport ne suscita pas beaucoup de réactions. Dix ans plus tard, soit en 1981, la Commission Kent sur les quotidiens pouvait affirmer ce qui suit: "... en ce qui concerne l'analyse de l'actualité internationale, les journaux de notre pays comptent beaucoup sur les services de nouvelles étrangers et renoncent ainsi à présenter un point de vue purement canadien sur la conjoncture internationale. Qui plus est, l'omniprésence de documents d'information américains à prix modique a de toute évidence entravé l'épanouissement de solutions de rechange canadiennes."²

John Holmes, ancien diplomate et expert en matière de politique étrangère, a déclaré dans le rapport Davey, en 1970, qu'il fallait de meilleurs correspondants canadiens à l'étranger, et non pas nécessairement un plus grand nombre. Dans le rapport Kent de 1981, cependant, le professeur Denis Stairs a soutenu que les personnes élaborant la politique étrangère avaient peu de respect pour les journaux canadiens. Avec si peu de correspondants étrangers et de rédacteurs versés dans les questions de politique étrangère ou de défense, les journaux canadiens n'avaient pas grand-chose à offrir au lecteur averti. Les fonctionnaires des Affaires extérieures lisaient bien le *Globe and Mail* et les quotidiens d'Ottawa, mais dans leurs fonctions officielles ils se reportaient aux bons journaux britanniques, américains et français pour compléter l'information obtenue auprès des sources officielles.

En 1981, les deux tiers du dossier "Affaires étrangères" à la principale agence de presse canadienne, nommément la *Canadian Press*, portaient sur des faits américains, tandis que le gros du dernier tiers concernait l'actualité britannique ou ouest-européenne. Le reste du monde, où une bonne partie des situations influant sur la guerre et la paix prennent naissance, recevait très peu d'attention.

En réponse aux critiques formulées au sujet des reportages sur l'étranger, les conseils de rédaction canadiens ont soutenu que ce n'était pas le public qui se plaignait, mais plutôt une poignée d'universitaires et d'érudits. Les choses ont changé, pourtant: aujourd'hui,

43-245-211

il y a plus de correspondants canadiens à l'étranger que jamais au cours des dernières années.

À l'heure actuelle, le *Globe and Mail* a huit correspondants en poste permanent à l'étranger, *Southam News*, neuf, le *Toronto Star* et l'agence *Canadian Press*, cinq chacun, les réseaux Radio-Canada et CTV, respectivement neuf et trois. Le *Globe*, le *Star*, *Southam* et la *Canadian Press* ont des reporters ou des chroniqueurs au Canada qui se spécialisent dans les affaires concernant la paix et la sécurité, tandis que les *Thompson Newspapers* ont un chroniqueur traitant des affaires étrangères et des questions de défense.

Le rapport Caplan-Sauvageau (1986) sur les communications³ s'est inspiré d'une étude spéciale sur les reportages télévisés et radiodiffusés qu'avait menée Peter Desbarats, ancien journaliste du réseau CBC et maintenant chef du programme de journalisme à la *University of Western Ontario*. L'étude a montré que, les émissions sportives mises à part, la grande majorité des Canadiens préfèrent constamment les nouvelles télévisées par les réseaux nationaux à celles provenant des États-Unis. M. Desbarats s'empresse cependant d'ajouter qu'une bonne partie des reportages sur l'actualité internationale présentés aux téléspectateurs canadiens, notamment à l'antenne des stations privées, est empruntée aux réseaux américains. Même Radio-Canada, qui dispose du plus vaste réseau de correspondants, puise à des sources américaines pour beaucoup de ses reportages sur l'étranger. On pourrait aussi souligner que les réalisateurs des émissions *The Journal* et *As It Happens*, diffusées respectivement par la télévision et la radio du réseau CBC, font énormément appel à des experts américains et britanniques dans leurs entrevues sur la limitation des armements et le désarmement.

La presse présente-t-elle *suffisamment* le point de vue canadien sur les questions de paix et de sécurité? La qualité des reportages s'améliore-t-elle? Pour répondre à ces questions, nous avons mené une enquête — peu scientifique, il est vrai — en dépouillant les imposants dossiers de coupures de presse de vingt-six journaux canadiens et en consultant les plus récents microfilms de la bibliothèque du Parlement.

Selon les rapports des trois commissions susmentionnées, la plupart des Canadiens se tiennent au courant de l'actualité en écoutant la radio ou la télévision et disent de ces dernières qu'elles sont les sources les plus crédibles. Pourtant, les radiodiffuseurs s'inspirent en général des reportages paraissant dans les journaux ou transmis par les agences de presse. Par exemple, l'agence *Canadian Press*, qui obtient 85 p. 100 de ses reportages étrangers auprès de l'*Associated Press* aux États-Unis, sert environ 110 journaux canadiens. Elle remâche les communiqués avant de les retransmettre à son agence affiliée, la *Broadcast News*, qui alimente 383 stations de radio et 66 postes de télévision au Canada. Mais le journalisme écrit fournit

en général des reportages plus détaillés, plus complets et plus informatifs sur les affaires étrangères, notamment dans le domaine de la paix et de la sécurité, que les médias électroniques. On pourrait aussi soutenir que les décideurs canadiens se fient sur la presse écrite pour obtenir des reportages sérieux (quoique, dans le monde électronique d'aujourd'hui, les hommes politiques soient sans doute plus enclins à se servir des "bulletins" plus immédiats de la télévision).

Le grand thème "paix et sécurité" est trop vaste pour que nous puissions l'étudier en entier ici; en effet, il englobe des domaines aussi variés que les négociations sur la limitation des armements et le désarmement, la défense, l'OTAN et le NORAD, les relations Est-Ouest et les conflits régionaux comme ceux sévissant en Amérique centrale, au Moyen-Orient, en Afghanistan et entre l'Iran et l'Irak. Nous nous en tiendrons donc ici à ce qui concerne la limitation des armements et le désarmement.

L'INTÉRÊT DU PUBLIC

L'élection du président Ronald Reagan en 1980 a fait plus pour stimuler l'intérêt à l'égard des questions concernant la limitation des armements et le désarmement et pour favoriser leur analyse dans les médias que n'importe quoi d'autre au cours des années antérieures. La rhétorique et les actions de son administration ont redonné vie à des préoccupations que l'on taisait depuis quelque temps déjà.

Le public semble s'inquiéter de façon cyclique au sujet des armes nucléaires et de leur limitation ou de leur élimination, et les médias lui emboîtent le pas à cet égard. Dans les quelques années qui ont suivi l'holocauste d'Hiroshima, cette question a inspiré de nombreux reportages et une vive angoisse chez le public; puis il y a eu le plan Baruch proposé dans l'enceinte des Nations-Unies et destiné à éliminer l'arme atomique. De la fin des années quarante jusqu'à 1955 environ, l'intérêt a fléchi. Au début des années soixante, les médias se sont de nouveau intéressés à la question parce que le public s'est senti menacé par les retombées que les essais nucléaires risquaient de provoquer et parce que l'Union soviétique et l'Occident ont alors présenté des plans susceptibles d'aboutir à un désarmement complet. Au début des années soixante-dix, les médias se sont encore une fois penchés sur ce dossier, mais avec moins d'empressement, quand les traités SALT I et ABM ont été signés.

À ces divers moments de l'histoire, les médias canadiens réagissaient simplement à l'enchaînement des actions gouvernementales et aux fluctuations de l'intérêt public. Ce phénomène a été particulièrement évident dans les années soixante-dix, époque où les dirigeants canadiens ont été plus préoccupés par la conjoncture nationale qu'au temps de Lester Pearson et de Louis Saint-Laurent. Le public se souciait alors

davantage de la crise québécoise et des problèmes économiques du pays, et les médias n'avaient d'yeux que pour le séparatisme et la réforme constitutionnelle. Des organismes comme le réseau CBC et la *Canadian Press*, qui avaient eu des correspondants à Moscou et aux Nations-Unies au cours des deux décennies précédentes, ramenèrent leurs équipes au pays pendant les années 1970. Ils se détournèrent du dossier atomique précisément au moment où la course aux armements nucléaires atteignait son paroxysme.

En 1978, les Nations-Unies ont tenu leur première Session extraordinaire sur le désarmement pour attirer l'attention du monde sur ce sujet trop peu traité et pour inciter les pays à agir. Les deux superpuissances avaient peu à offrir, mais le premier ministre canadien, M. Pierre Trudeau, proposa une "stratégie d'étouffement" qui suscita beaucoup d'intérêt parmi les *afficionados* du désarmement, car elle préconisait une solution pragmatique pour aller au delà de la simple limitation des armements. Les médias canadiens ont certes accordé une place de choix au discours de M. Trudeau, à cause du caractère extraordinaire de sa présence à l'ONU, mais ils ne se soucièrent pas vraiment d'analyser sérieusement sa proposition. Les quelques reportages qui furent effectués donnèrent à entendre que le désarmement était de toute manière une question faisant déjà l'unanimité, et les journalistes s'interrogèrent quant à savoir si elle intéressait qui que ce soit. De toute évidence, personne aux États-Unis n'écoutait ce que le Canada avait à dire: le *New York Times* accorda au discours de M. Trudeau deux paragraphes à la fin d'une longue colonne citant les propos usés d'Andrei Gromyko. Quand la Session extraordinaire de l'ONU prit fin le 8 juillet, on estima en général que les revendications nationales l'avaient sabordée; il faut dire, cependant, que les journaux de l'agence *Southam* et le rapport d'une autre agence firent état de la réorganisation de la Commission du désarmement à l'ONU et de l'entrée de la France et de la Chine dans cette tribune de négociations.

Au début des années 1970, les échanges diplomatiques sur le traité SALT II étaient passés au second plan, derrière les reportages sur la guerre du Viet-Nam. Les pourparlers SALT s'éternisèrent pendant toute la décennie, de sorte qu'à la signature du traité en juin 1979, les médias canadiens en firent à peine mention. Le *Chronicle-Herald* (Halifax) et *La Presse* (Montréal), par exemple se demandèrent si le traité avait vraiment fait avancer la cause de la paix et de la sécurité, étant donné que les deux camps conservaient malgré tout des milliers d'armes nucléaires. D'autres reporters ne manquèrent pas de souligner à quel point les acronymes utilisés à ce sujet étaient déroutants. Quelques articles parlèrent de la réaction négative du Congrès américain, mais la prise des otages en Iran, qui survint en novembre, eut tôt fait de monopoliser la faveur des médias, aux dépens des

accords SALT.

Toujours à l'automne de 1979, le Canada et ses alliés de l'OTAN ont dû prendre une des décisions les plus importantes de toute l'histoire de l'Organisation: il leur fallait statuer sur la proposition concernant le déploiement de missiles de croisière et Pershing II en Europe, à moins qu'on pût en arriver à une entente avec les Soviétiques au sujet de la réduction des euromissiles. C'était la fameuse décision dite "ambivalente" ou "de rattrapage".

À la faveur de notre analyse antérieure sur les articles parus dans les journaux canadiens au sujet de cette décision,⁴ nous avons constaté que bien peu s'y étaient intéressés et que personne ne s'était soucié d'en examiner sérieusement les incidences politiques. La plupart des journaux canadiens y virent simplement un programme de modernisation militaire, comme les autorités de l'OTAN l'avaient présenté: un déploiement pour contrer la présence de missiles SS-20 en Europe par l'URSS. Aucun d'eux ne chercha à savoir pourquoi les Soviétiques avaient installé là leurs missiles SS-20 à l'origine. Seulement quelques articles mentionnèrent les dangers que les nouvelles armes de l'OTAN présentaient pour l'avenir des pourparlers sur la limitation des armements: la facilité de dissimuler le missile de croisière, et le temps de vol très court (ce qui en fait un élément de provocation) du Pershing II entre l'Europe occidentale et des objectifs militaires près de Moscou. Très peu de reporters se sont interrogés sur les raisons pour lesquelles ces déploiements suscitaient tant de discorde dans l'OTAN; enfin, pas un rédacteur ne posa la question de savoir quelle devait être l'attitude du Canada face à une pareille conjoncture, étant donné que le gouvernement Clark était résolu à se tenir à l'écart du débat.

Et pourtant, cette décision continue de nous hanter. Elle n'a pas incité les Soviétiques à conclure un accord sur la réduction des armes nucléaires à portée intermédiaire (INF) en Europe; en 1983, au contraire, ils se sont retirés des négociations qui portaient sur les armes stratégiques et les euromissiles. La décision de l'OTAN a redonné vie au mouvement pacifiste en Europe et mis à l'épreuve l'unité de l'Alliance. Et le gouvernement canadien s'en est finalement servi pour justifier les essais des missiles de croisière chez nous, même si cette question ne concernait techniquement qu'Ottawa et Washington.

Peu après, l'attention des médias s'est portée sur la réélection de M. Trudeau en 1980 et sur des événements internationaux tels que l'invasion de l'Afghanistan par les Soviétiques, la crise des otages qui se poursuivait en Iran, les élections américaines et la lutte du mouvement Solidarité en Pologne. Pendant un colloque sur la question nucléaire, dans le cadre d'une conférence d'été organisée par les Sociétés savantes du Canada, Geoffrey Pearson, alors conseiller principal pour le désarmement et la limitation des armements,

conclut que “la majorité d’entre nous ne tient pas à discuter d’un thème comme la survie à l’ère nucléaire”. Un seul reporter rédigea des articles sur le colloque.

En 1981, le président Reagan s’était installé au pouvoir, il avait commencé à traduire ses propos anti-communistes en actes en Amérique centrale, et il ne s’intéressait guère à la limitation des armements; tout cela amena les médias canadiens à se pencher davantage sur les questions de paix et de sécurité. Le *Globe and Mail*, qui avait peu écrit sur la décision “de rattrapage”, publia une longue série d’excellents articles rédigés par l’éditorialiste Stan McDowell, qui approfondit sérieusement les questions relatives à la limitation des armements et s’interrogea assidûment sur l’intensification de la course aux armements nucléaires. Sauf quelques exceptions dignes de mention, la majorité des autres reportages furent écrits par des Américains ou tirés de sources à Washington; quant à elle, la presse francophone puisa au réservoir de l’Agence France Presse dont les analyses étaient l’oeuvre d’experts français et ouest-allemands. Avant la fin de 1981, les protestations et les manifestations des pacifistes européens avaient réussi à accaparer une plus grande part de l’attention des journaux canadiens.

Le 10 février 1982, l’agence *Southam News* annonça en primeur que le gouvernement Trudeau négociait un accord avec les États-Unis pour permettre à ces derniers de mettre à l’essai, au-dessus des régions septentrionales du Canada, des missiles de croisière lancés depuis un avion et leur système de guidage. Afin de justifier cette décision, on fit valoir que le relief canadien s’apparentait à celui des régions soviétiques du Nord. À cette époque-là, le Comité permanent des affaires extérieures et de la défense nationale (CPAEDN) siégeait afin de définir une position canadienne en vue de la deuxième Session extraordinaire de l’ONU sur le désarmement (qui allait bientôt s’ouvrir), mais ni le ministre de la Défense ni celui des Affaires extérieures ne se soucièrent d’informer les membres du Comité sur les négociations bilatérales qui se poursuivaient avec les États-Unis. Comme un accord allait permettre la mise à l’essai de missiles de croisière non armés et d’autres types d’armes au Canada, le Comité voulait en connaître les répercussions sur la limitation des armements et le désarmement.

À l’origine, de nombreux éditorialistes canadiens avaient applaudi à la décision du gouvernement d’autoriser les essais, mais le tollé de protestations qui s’éleva contre elle tant au parlement que dans le public força les ministres à retourner devant le Comité pour lui expliquer la position du gouvernement. La majorité des membres du Comité appuyait le gouvernement, mais quatre autres, à savoir deux néo-démocrates, un libéral et un conservateur, ont diffusé un “rapport minoritaire” qui déplorait la décision prise. Faisant de la question des essais des missiles de croisière leur cheval de bataille, les groupes pacifistes canadiens s’activèrent et

attirèrent davantage l’attention de la presse. Prenant le débat public en compte, M. Trudeau alla jusqu’à écrire une lettre longue et détaillée aux journaux du pays pour défendre la position adoptée par son gouvernement dans cette affaire.

Le débat sur les missiles de croisière sembla sensibiliser très directement les Canadiens à la course aux armements nucléaires. À la faveur de notre analyse sur les reportages canadiens, nous avons constaté que le *volume* des coupures de presse en disait long. Dans le dossier “Missiles” se trouvaient des articles sur toutes les sortes d’armes nucléaires. La question des missiles de croisière ayant été énormément traitée en 1982, le dossier de cette année-là comptait au moins deux fois plus de coupures que ceux des douze années antérieures réunis. Quand l’accord global sur les essais fut finalement signé avec les États-Unis en 1983, le nombre des coupures de presse équivalait à presque trois fois celui de 1982.

À partir de 1982, contrairement à ce qui avait été la norme dans le passé, des analyses beaucoup plus nombreuses furent faites par des auteurs canadiens (des journalistes et des experts). En outre, les articles ne portèrent plus exclusivement sur les missiles de croisière, mais aussi sur l’effet de ces engins sur la course aux armements nucléaires et sur les négociations concernant la limitation des armements, notamment les pourparlers START et INF qui stagnaient en Europe.

Le débat sur les armes nucléaires prit une tout autre tournure le 23 mars 1983 quand le président Reagan annonça son désir de lancer une nouvelle initiative de défense stratégique (IDS) qui rendrait les armes nucléaires “impuissantes et désuètes”. Ce plan aussi grandiose qu’inattendu (les médias le baptisèrent aussitôt “Guerre des étoiles”) donna lieu dans la presse canadienne à de nombreuses expressions de scepticisme et à des analyses politiques approfondies.

Un éditorial du *Times-Colonist* de Victoria, intitulé “Star Gazing”, concluait que les sous-entendus du président américain au sujet d’une option zéro modifiée concernant le déploiement de missiles en Europe étaient sans doute plus prometteurs que sa fameuse Guerre des étoiles. Le *Toronto Star* voyait dans le rêve de Reagan (*Reagan’s Wrong Path to Peace*) les germes d’un cauchemar en puissance pour tous. René Beaudin (*Le Soleil*) rédigea l’une des rares analyses qui liaient l’IDS à la doctrine militaire confidentielle adoptée par Washington en 1982, doctrine qui évoquait des combats spatiaux et la possibilité de survivre à une guerre nucléaire. Un éditorial paru dans la *Free Press* de Winnipeg et intitulé “An Old Outer Space Story” expliquait comment le Traité ABM avait à bon droit arrêté dans les années 1960 les Américains qui s’apprêtaient à pousser plus loin leurs recherches sur les missiles anti-missiles balistiques; le rédacteur prédit que des contraintes financières et technologiques pourraient étouffer l’IDS, même si l’on ne l’abandonnait pas

d'abord pour des raisons stratégiques et politiques évidentes. Cependant, des éditorialistes du *Toronto Sun* exhortèrent M. Reagan à cesser de parler vaguement de faisceaux lasers capables d'empêcher la guerre nucléaire, à dire plutôt au public combien mal en point la défense des États-Unis se trouvait, puis à doter le pays d'un missile de première frappe capable d'anéantir les silos renforcés de l'URSS.

Après le discours de Reagan sur l'IDS et par suite de l'effondrement des pourparlers START et INF en décembre 1983, le ton monta de plus en plus entre Washington et Moscou, au point qu'un premier ministre Trudeau alarmé décida de lancer sa propre initiative de paix en 1983. Il cherchait principalement à stimuler la volonté de négocier et à engendrer un climat plus favorable à la conciliation. En dépit du peu d'intérêt manifesté à Washington et dans certaines capitales occidentales, les médias canadiens suivirent de près les déplacements de M. Trudeau; des journalistes l'accompagnèrent en effet en Asie et en Europe, à Washington et à Moscou.

En 1985, le gouvernement conservateur de Brian Mulroney a pris le pouvoir, et les médias ont continué de s'intéresser à la limitation des armements et au désarmement, aiguillonnés qu'ils étaient par l'analyse du Comité de la défense sur l'accord du NORAD devant être reconduit en 1986. L'organisme portait désormais un nouveau nom (Commandement de la défense aérospatiale du continent nord-américain), et il devint vite évident que l'attention des médias se porterait principalement sur la façon dont la "Guerre des étoiles" de M. Reagan influencerait sur le rôle du Canada au sein du NORAD. C'est ainsi que parut toute une série de reportages, d'articles et d'éditoriaux sur la question, la plupart des auteurs étant cette fois-ci encore des journalistes et des experts canadiens. Cet engouement dura jusqu'au 1er avril 1986, moment où, au sommet du Shamrock, MM. Reagan et Mulroney ont officiellement reconduit l'accord du NORAD.

Pendant la même période, les médias avaient suivi de près le dialogue public entre Washington et Moscou, dialogue qui devait aboutir au sommet de Genève, à l'automne 1985, puis à la réunion de Reykjavik, un an plus tard.

DE MEILLEURES SOURCES

Les dossiers que les journaux possèdent sur l'OTAN, sur les pourparlers de Genève concernant la limitation des armements, sur les plans de désarmement présentés par l'Est et l'Ouest et sur les sommets ont nettement pris de l'ampleur au cours de la dernière décennie; autre fait encourageant, le contenu canadien est plus considérable également. Si l'on exclut les inquiétudes du public face aux essais des missiles de croisière, à l'IDS et au NORAD, ce phénomène s'explique notamment par le fait que le gouvernement

est désormais plus sensible à l'opinion publique et quelque peu plus ouvert sur toutes ces questions. Par ailleurs, outre les sources officielles d'information (les Affaires extérieures et la Défense nationale), il existe maintenant plus d'organismes extérieurs fournissant des renseignements généraux et des analyses sur ces grands thèmes: l'Institut canadien des études stratégiques, fondé à Toronto en 1976; le Centre canadien pour le contrôle des armements et le désarmement, qui s'est ouvert à Ottawa en 1983; et l'Institut canadien pour la paix et la sécurité internationales, une société d'État créée en 1984. En plus des anciennes sources bien établies de renseignements contextuels valables (mentionnons ici l'Institut canadien des affaires internationales), il y a un nombre grandissant d'écoles universitaires spécialisées (York, Laval, UBC, Queen's et Guelph) qui se consacrent à l'étude des questions intéressant la paix et la sécurité. Le mouvement pacifiste a lui-même engendré des organismes dont les compétences s'accroissent chaque année; enfin, ces groupes organisent des conférences et des colloques publics de plus en plus nombreux. Ainsi, contrairement à ce qui était le cas il y a dix ans, un journaliste canadien consciencieux peut puiser à diverses sources pour mener ses recherches.

Un certain nombre de journaux canadiens disposent maintenant de rédacteurs qui traitent régulièrement des questions de défense et des affaires internationales; quelques-uns se rendent même à l'étranger pour les fins de leur chronique: mentionnons notamment Patrick Martin, du *Globe and Mail*, Ron Lowman, du *Toronto Star*, John Harbron, de l'agence *Thomson Newspapers*, Jack Best, des *Canada-World News* (il écrit d'ailleurs pour plusieurs journaux canadiens), et l'auteur du présent document, qui est chroniqueur pigiste pour *Southam News*. Du côté francophone, il y a Jocelyn Coulon, Marcel Adam et René Beaudin représentant respectivement *Le Devoir*, *La Presse* et *Le Soleil*.

Cela ne signifie pas que les reporters canadiens passent ou devraient passer outre aux sources américaines. Dans ce domaine en particulier, il existe de nombreuses institutions et universités ayant à leur compte des experts très bien informés sur la limitation des armements et la stratégie, et beaucoup ont l'expérience des choses militaires et techniques ou encore des négociations. Ces personnes sont souvent aussi bien informées que les représentants du gouvernement et elles sont fréquemment moins enclines à tergiverser. Comme quiconque ayant été reporter à Washington le sait, le mode de fonctionnement du gouvernement américain encourage plus que c'est le cas à Ottawa les fonctionnaires à s'exprimer sur la conjoncture, même en ce qui concerne la limitation des armements. (C'est ainsi que les plans concernant les essais des missiles de croisière ont été éventés: un journaliste canadien a obtenu l'information auprès d'un fonctionnaire américain.) Pour ceux qui

ont le temps d'exécuter des recherches poussées, l'*American Freedom of Information Act* dépasse de très loin la Loi canadienne sur l'accès à l'information pour ce qui est d'autoriser la consultation de documents utiles sur la politique étrangère et les affaires de défense.

Il y a encore lieu de s'inquiéter au sujet de la quantité d'informations axées sur la scène américaine qui franchissent la frontière via les agences *Associated Press* et *United Press International*, via les réseaux de télévision NBC, CBS ou ABC, ou encore par l'entremise de certaines publications ou sources américaines comme le *New York Times*, le *Washington Post*, le *Los Angeles Times* ou les groupes Gannett ou Knight-Ridder (sans parler du *Time* et de *Newsweek*, avec leur armée de correspondants spécialistes de la défense et de l'actualité étrangère).

Nous ne contestons pas ici la compétence des correspondants américains, dont certains comptent parmi les meilleurs de la profession. Malgré tout, il convient de signaler cette réalité à cause des préjugés culturels et idéologiques que les médias américains manifestent souvent quand ils traitent des relations Est-Ouest et des questions se rapportant à la paix et à la sécurité. Quiconque a travaillé à l'étranger avec des reporters américains, comme nous l'avons fait, aura constaté que la plupart d'entre eux jugent le pays hôte en fonction de la façon dont ses politiques s'harmonisent avec celles de Washington, ou de son importance dans le contexte des relations américano-soviétiques. Une telle perspective donne souvent lieu à une analyse de l'actualité fort différente de celle qu'un correspondant canadien pourra offrir.

Comme les principales négociations sur la limitation des armements et le désarmement rassemblent les États-Unis et l'Union soviétique, les reportages que nous recevons des sources américaines sur ces pourparlers revêtent beaucoup d'importance. Cependant, les points de vue américains sur le régime gouvernemental de l'URSS, sur son développement économique et ses problèmes sociaux, sur son idéologie politique et ses objectifs internationaux, et enfin sur sa stratégie aux négociations concernant la limitation des armements peuvent manquer d'objectivité et être négatifs, voire dénaturés. (Quelle ironie quand on sait que, pendant la Seconde Guerre mondiale, quand l'URSS était l'alliée des États-Unis, ceux-ci faisaient l'impossible pour la présenter sous un jour favorable.)

Les reportages tendancieux peuvent influencer sur l'opinion publique. En 1982, le professeur William Dorman de la *Journalism School* à l'Université de la Californie (Sacramento) a analysé de près les reportages présentés sur l'Union soviétique aux États-Unis et il a consulté pour cela divers médias: cinq grands quotidiens américains; les agences *United Press International* et *Associated Press*; les hebdomadaires *Time* et *Newsweek*; et les émissions présentant l'actualité aux réseaux NBC, CBS et ABC. M. Dorman

a constaté ce qui suit: "Malheureusement, au moins pour ceux qui comptent sur un débat dynamique et ouvert sur la politique de défense du pays et sur ses relations avec l'Union soviétique, notre analyse a montré tant et plus que la façon dont les médias les plus populaires présentent l'URSS au peuple américain n'a pas beaucoup changé au cours des années." Il semble que les stéréotypes soient demeurés les mêmes depuis le début de la Guerre froide.

Accusant les médias américains d'employer des cadres de référence et des clichés partiels pour décrire l'Union soviétique, M. Dorman a soutenu que les intentions et les attitudes russes continuaient d'être présentées sous un jour le plus sombre possible, que les thèmes journalistiques persistaient à faire écho aux voix officielles de Washington, que les pires craintes américaines n'étaient pas mises en doute dans la presse, et que les préjugés se substituaient toujours aux analyses. Dans son étude de 1982, il a cité divers reportages d'une véracité douteuse: le rôle que le KGB avait pu jouer dans la tentative d'assassinat contre Jean-Paul II; la supposée manipulation par Moscou du mouvement en faveur du gel nucléaire aux États-Unis; l'idée que l'URSS faisait sans doute usage d'armes chimiques dans le Sud-Est asiatique; et l'allégation voulant que les Soviétiques emploient des esclaves pour construire leur gazoduc reliant la Sibérie à l'Europe. Quand M. Reagan a succédé au président Carter, a souligné M. Dorman, les médias américains ont modifié leur interprétation des choses et leur ordre de priorité, et ils se sont mis à insister sur les échecs survenant en Union soviétique. Ce coup de barre manifeste a confirmé l'opinion de ceux selon qui les journalistes des médias les plus populaires n'étaient rien de plus que les porte-étendards de Washington.

Le *Columbia Journalism Review* avait mené une autre étude en 1980. Il concluait qu'aux yeux de la plupart des médias américains, les crises iranienne et afghane attestaient d'une vérité incontestable: les États-Unis étaient devenus dangereusement faibles, et leur ennemi soviétique, provocant et fort, avait peut-être acquis un avantage décisif . . . Les multiples articles sur la sécurité nationale écrits depuis l'été de 1979 reposaient sur une hypothèse que les journalistes semblaient tenir pour confirmée: la menace soviétique avait pris des proportions énormes et alarmantes. Il est possible que ces deux analyses aient été trop dures à l'égard des reportages américains, mais elles nous mettent en garde contre les interprétations américaines qui transparaissent constamment dans les journaux et les émissions de télévision au Canada.

En 1983, le journaliste torontois Barrie Zwicker a fait une étude qui s'intitulait "War, Peace and the Media" pour la publication *Sources*, un répertoire des médias canadiens. M. Zwicker a évalué les reportages diffusés sur l'Union soviétique dans le *Toronto Star*, le *Globe and Mail* et le *Sun* pendant six mois en 1982-83.

Il a déclaré que le public canadien ne recevait rien de plus qu'un salmigondis d'insignifiances, de stéréotypes ennuyeux et de préjugés transparents présentés comme étant des nouvelles. Dans la catégorie des nouvelles sur l'URSS, les reportages sur l'espionnage l'emportaient de loin sur les articles concernant Brejnev et Andropov, les armements russes, la guerre menée par l'URSS en Afghanistan, les propositions de Moscou au sujet des armements, son programme spatial et la "menace soviétique". Les nouvelles sur les sports, les arts et la culture en URSS ont tout juste pu se classer au dixième rang par ordre d'importance.

Selon M. Zwicker, sur les 147 articles publiés dans les chroniques d'opinions pendant cette période, seulement quatre pouvaient être considérés comme étant bienveillants ou favorables à l'URSS. Sur quarante-trois éditoriaux ou dessins humoristiques, vingt-cinq étaient carrément hostiles ou négatifs, et les autres étaient neutres; aucun n'avait quelque chose de positif à dire au sujet de l'Union soviétique. Si les médias présentent une perspective tendancieuse sur l'URSS, les Canadiens risquent de percevoir sous un faux jour les questions relatives à la limitation des armements et au désarmement. En 1987, les reportages seront peut-être plus équilibrés, car non seulement le réseau CBC et le *Globe*, mais aussi l'agence *Southam News* et le *Toronto Star* auront des correspondants à Moscou.

L'analyse de M. Zwicker révèle que les journalistes canadiens peuvent être tout aussi ethnocentristes que leurs collègues américains. Comme M. Zwicker n'indique pas d'où les reportages étudiés provenaient, il est possible qu'il faille plutôt blâmer les "décideurs" des journaux canadiens dont ils étaient extraits. Les journalistes, et surtout les spécialistes des affaires étrangères, savent très bien que beaucoup trop de rédacteurs en chef et de techniciens de la production ne possèdent que des connaissances limitées sur l'actualité internationale, notamment en ce qui concerne la limitation des armements et le désarmement, ou encore ne s'y intéressent pas assez. Pour chaque rédacteur en chef compétent en matière internationale, on en trouvera dix autres que leur travail ennue et qui préféreront des articles à sensations et des titres ronflants, plutôt que des reportages informatifs et solides offrant aux lecteurs des renseignements valables sur la vie en Union soviétique et sur ses positions au sujet de questions complexes. Ce sont des gens comme ceux-là qui, à l'instar des Américains, banalisent le sommet de Reykjavik ou la conférence de Stockholm avec des titres à la une essayant de déterminer qui a été le "vainqueur" et le "vaincu".

Le correspondant étranger qui suit les négociations sur la limitation des armements ne se heurte pas aux difficultés de son collègue présent là où éclatent les guerres civiles, les insurrections communistes ou les coups d'État militaires. Il n'a pas à faire des pieds et des

mains pour obtenir un visa, il n'a aucun censeur à qui plaire, il est à l'abri des dangers physiques et du harcèlement de la bureaucratie. Il doit plutôt s'attendre à trouver un mur de silence là où les négociations ont lieu, ainsi qu'une pléthore de fuites et de tentatives de manipulation des nouvelles à Moscou et à Washington. Il lui faut donc faire preuve de scepticisme à l'égard des communiqués officiels émanant du quartier général de l'OTAN, ou de celui du Pacte de Varsovie, le cas échéant. Il doit aussi aller plus loin que les discours, tout en évitant d'être submergé par le verbiage diplomatique ou d'être dérouté par les acronymes. Plus important encore, il doit traduire toute cette information complexe en des termes à la portée du lecteur moyen, car c'est là le seul moyen d'intégrer au débat public tous ces thèmes ésotériques qui demeureraient autrement l'apanage des états-majors militaires et des cercles de penseurs et de stratèges.

Il y a déjà très longtemps, notre pays a renoncé à se doter de l'arme nucléaire, et c'est pourquoi le public canadien et nos médias se sont peu intéressés à ce qui concernait la stratégie nucléaire. Jusqu'à très récemment, donc, les journaux nationaux ont eu tendance à passer outre aux analyses sérieuses sur les conséquences de l'évolution de la stratégie nucléaire pour le Canada. Ainsi, la doctrine de la riposte graduée, annoncée au début des années 1970, a fait couler peu d'encre chez nous, tout comme d'ailleurs la directive présidentielle n° 59 que Jimmy Carter a diffusée en 1980 et qui parlait des coups désarmants que les États-Unis porteraient en cas de guerre nucléaire limitée.

Les médias canadiens manifestèrent un peu plus d'intérêt et d'inquiétude au sujet du Document n° 14 de M. Reagan sur la sécurité nationale, lequel examinait la possibilité pour les États-Unis de l'emporter en cas de guerre nucléaire prolongée. Cette question et la controverse sur la Guerre des étoiles ont incité les journalistes à se pencher sur le Plan unique opérationnel intégré concernant la guerre nucléaire, sur le dispositif de commandement et de contrôle mis en place par le Pentagone et sur ses faiblesses, et enfin sur les plans américains visant le dispersement d'armes nucléaires au Canada en temps de crise.

Jusqu'à récemment, il a été très difficile d'obtenir de l'information auprès des Soviétiques eux-mêmes. Habituellement, ce sont des sources militaires américaines (et elles peuvent manquer d'objectivité), ou encore des instituts ou des érudits américains spécialistes des affaires militaires russes qui répondent aux questions sur la stratégie nucléaire soviétique.

C'est par l'entremise de la télévision que la plupart des Canadiens obtiennent des nouvelles sur les questions de guerre et de paix. Malgré ses images éclatantes, sa vitesse de transmission, le caractère immédiat et l'apparent réalisme de ses reportages, la télévision tend, dans ses émissions d'actualité présentées comme s'il s'agissait de spectacles, à

banaliser et à déformer l'information. C'est particulièrement vrai dans le cas des situations difficiles à filmer, telles que les négociations sur la limitation des armements, les pourparlers entre l'Est et l'Ouest, ou les reportages concernant la course aux armements nucléaires en général. Les entrevues avec des experts (songeons à l'émission de CBC *The Journal*, par exemple) sont utiles si les questions posées sont valables.

On a cependant tendance, comme le faisait observer le critique de la télévision britannique Neil Postman, à supprimer le contenu intellectuel pour satisfaire aux exigences du visuel. Récemment, quelques émissions télévisées intéressantes et offrant matière à réflexion ont jeté de la lumière sur les questions dont nous venons de parler; citons notamment la série *Guerre* de l'ONF et l'émission de la BBC intitulée *Comrades*, qui portait sur l'Union soviétique; mais les émissions de ce genre ne sont pas fréquentes et elles ne sont sans doute pas en mesure de faire concurrence à *Dynastie* dans la plupart des foyers canadiens.

Les médias canadiens ne devraient pas se contenter de présenter l'essentiel des nouvelles dans ce domaine: les résultats d'un sommet, l'impasse des pourparlers sur les armements, les armes formidables produites par les complexes militaro-industriels, ou la plus récente mise à l'essai d'un nouveau supermissile. Ils devraient situer ces éléments dans leur contexte en évaluant leurs effets sur nos intérêts nationaux, en expliquant les conséquences pour nos politiques en matière de défense et de désarmement, en révélant les véritables motifs et stratégies ayant inspiré les politiques officielles des superpuissances, et en aidant le grand public à comprendre vers quoi les événements tendent. Beaucoup trop de mythes et de faux stéréotypes encombrant les reportages sur la limitation des armements nucléaires et le désarmement. Ces questions internationales d'intérêt vital sont beaucoup trop importantes pour que les journalistes se limitent à les traiter dans une perspective antagoniste.

Le Canada n'est pas une superpuissance et il n'est même pas doté de l'arme nucléaire; il est pourtant membre de l'OTAN et partenaire des États-Unis dans le cadre du NORAD. Advenant une guerre nucléaire, il sera pris entre le marteau et l'enclume. Nous ne pouvons pas nous abstenir de participer au débat sur la question nucléaire, pas plus que nous ne pourrions échapper à la destruction si jamais un conflit atomique éclatait. Il nous incombe de nous tenir parfaitement au courant sur l'évolution des négociations concernant la limitation des armements et le désarmement, ainsi que sur les progrès réalisés dans le domaine des armements et de la recherche propre à la Guerre des étoiles. Les Canadiens doivent participer au débat, et si nos hommes politiques ne veulent pas montrer la voie, alors les médias canadiens ont la responsabilité de porter toutes ces questions à l'attention du public et de faire

connaître ses préoccupations aux gouvernants. À cause de la position unique de notre pays, nos médias devraient pouvoir évaluer ces questions avec plus d'objectivité que la presse des superpuissances. Garder le silence ou répéter les propos de Washington et de Moscou, alors que leurs politiques appellent la critique, c'est décliner les responsabilités d'une presse libre. Les médias canadiens ont encore fort à faire pour assumer pleinement ces dernières.

NOTES BIBLIOGRAPHIQUES

1. *Rapport du Comité spécial du Sénat sur les moyens de communications de masse*, Imprimeur de la Reine, 1970.
2. *Commission royale sur les quotidiens*, Centre d'édition du gouvernement du Canada, 1981.
3. *Rapport du Groupe de travail sur la politique de la radiodiffusion*, Centre d'édition du gouvernement du Canada, 1986.
4. John Walker, "La presse canadienne: l'étude d'une question clef", *Paix et Sécurité*, vol. I, n°3, automne 1986, pp. 6 et 7.

LECTURES COMPLÉMENTAIRES

- Abel, Elie, "Who Makes News? An Inquiry into the Creation and Control of International Communications", *Peace Research*, vol. 15, n° 2, mai 1983, pp. 36-44.
- Adams, Gordon, "Why There is No Arms Control (And in Washington, an Interplay of Policy and Gossip)", *Dissent*, vol. 32, n°2, printemps 1985, pp. 192-196.
- DeMille, Dianne, "Informer le public", dans *La dissuasion remise en question: doctrines, technologie et questions d'intérêt public*, Rapport n°2, Institut canadien pour la paix et la sécurité internationales, Ottawa, 1985, pp. 39-46.
- Rubin, David M. et Cunningham, Ann Marie (sous la dir. de), *War, Peace & The News Media: Proceedings*, 18-19 mars 1983, Université de New York, New York, 1983, 285 p.
- Zwicker, Barrie, "War, Peace and the Media", *Sources: The Directory of Contacts for Editors, Reporters and Researchers*, Sources, Toronto, 1984, pp. 1-40.

M. John R. Walker écrit une chronique hebdomadaire sur les affaires internationales pour De janvier à juin 1986, il a été membre de la Direction des programmes Les opinions exprimées dans l'auteur et elles n'engagent en rien Publication de l'Institut canadien de sécurité internationales. Pour obtenir des suppléments, prière d'écrire à Gilmour, Ottawa (Ontario) K2P 0



LIBRARY E A/BIBLIOTHEQUE A E

